

Jusqu'à la victoire

Ce début septembre 2010 conjugue à la fois, une situation de crise économique et sociale et une combativité syndicale unitaire renforcée. La mobilisation interprofessionnelle des salariés du 7 septembre 2010 à l'appel de l'ensemble des syndicats a été d'un ampleur inégalée depuis de nombreuses années. La CGT a recensé 2 735 000 manifestants dans 213 manifestations. Ce sont plusieurs millions de salariés du privé et du public, de toutes générations, qui se sont mobilisés pour défendre leur retraite solidaire avec le maintien du droit au départ à 60 ans.

La CGT a reçu des messages de soutien et de solidarité de la CGTP (Portugal) et des CCOO (Espagne) qui nous donnent rendez vous pour l'euromanifestation du 29 septembre à Bruxelles. Notre mobilisation en France fait échos à d'autres qui se déroulent au même moment en Europe.

Le rapport de force aujourd'hui est plus important et plus favorable qu'il n'était le 24 juin dernier. Une majorité de français soutient largement le mouvement. Le président de la République et son gouvernement sont en échec face à une opinion publique qui n'accepte pas cette réforme injuste des retraites. La CGT exige du gouvernement qu'il ouvre rapidement de réelles négociations sur l'avenir des retraites des salariés. Forte du succès de la mobilisation interprofessionnelle, la CGT appelle les salariés de l'ensemble des professions à rester mobilisés et unis. Elle appelle à faire du mercredi 15 septembre, jour de vote par les députés du projet de loi, une journée forte d'initiatives et d'interpellations des députés, des membres du gouvernement et du président de la République dans les départements et circonscriptions ; et à faire du jeudi 23 septembre (avant le débat au Sénat) une grande journée de grèves et de manifestations dans tout le pays. Plus qu'hier, rien n'est écrit d'avance.

**Branche Poste****Elections chez Adrexo**

Le 8 octobre prochain auront lieu les élections pour la composition des instances représentatives des salariés chez Adrexo, filiale du Groupe La Poste.

La Cgt présentera 2 candidats cadres au comité d'entreprise. C'est important.

Management alternatif, respect de la citoyenneté et de la vie privée, respect des 35 heures, respect de l'individu et de sa dignité, respect de textes régissant l'entreprise (notamment la convention collective)...

Autant de sujets à l'ordre du jour de ces élections et qui intéressent les cadres au premier plan. Le vote Cgt, voilà l'outil qui leur permettra de marquer leur désaveu sur la politique menée, en toute liberté et de renvoyer un message clair à leurs dirigeants. A consommer sans aucune modération.

Vis sans fin à Chronopost !

Après une restructuration ratée en 2008 par les ex-dirigeants, les nouveaux patrons se sont fixés pour objectif de gagner des parts de marché en baissant encore les « coûts » et les prix de vente. L'entreprise a alors gagné des clients qui finalement rapportent peu, voire très peu. Comme l'attestent les rapports commandés par le CE : l'entreprise ne fait plus sa marge sur ses prix mais sur le dos des salariés. Et les dirigeants prévoient un nouveau tour de vis au nom de résultats financiers qui se dégradent. Pour la CGT la solution n'est pas dans l'accentuation de la pénibilité pour les ouvriers/employés distillant au passage toujours plus de stress pour l'encadrement intermédiaire.

La CGT invite les chefs d'agence et les cadres à exprimer publiquement leur opposition aux mesures annoncées et à prendre contact avec elle.

Branche Télécoms**Le management en débat à la bibliothèque d'Alleray**

Une première ! Marie-José Kotlicki, secrétaire générale de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens de la CGT (UGICT-CGT) présentait, le 9 septembre dernier, à la bibliothèque du siège social de FT, place d'Alleray, un livre dont elle est l'auteure avec Jean-François Bolzinger : « Pour en finir avec le Wall Street management ».

Et le débat ne tarda pas à s'engager avec les lectrices et les lecteurs sur les gâchis humains engendrés à France Télécom par la recherche permanente du profit maximum pour les gros actionnaires. Un débat qui devait se poursuivre autour de l'issue à la crise et de la construction d'un management alternatif conjuguant aspirations des salariés et travail d'équipe.

France Télécom : vers un bazar de l'innovation ?

Moins de moyens, moins d'autonomie : le document d'orientation de la politique de R&D 2010 prévoit une nouvelle baisse de 4% des moyens de R&D.

Ils nous disent vouloir «éclairer l'avenir du groupe», mais avec quels objectifs ? Leur réponse : suppression de la division R&D, réduction d'effectifs, risque de transformation en activités opérationnelles de soutien.

La CGT constate qu'aucune mesure n'est prise en 2010 pour redresser la barre.

Les 40 embauches de jeunes Ingénieurs et le recrutement de 130 sous-traitants ne font pas le compte. Le programme 2010 est bien loin des besoins en R&D de France Télécom pour les années à venir. La CGT estime qu'il faut ouvrir un chantier de reconstruction de la R&D dans le cadre du nécessaire réarmement technique de l'ensemble de France Télécom.

Échos

Contre la politique du pilori

Le 4 septembre dernier, c'est par dizaines de milliers dans quelques 137 manifestations que l'on a manifesté dans le pays contre la dérive sécuritaire et xénophobe du gouvernement.

A Paris, le cortège était ouvert par une délégation de roms roumains, dont le campement avait été détruit le 12 août à Choisy-le-Roi. Derrière, le carré de tête de la manifestation réunissait personnalités associatives, syndicales et politiques des 50 organisations signataires de l'appel à cette journée initiée par la Ligue des Droits de l'homme « contre la politique du pilori ». Dans le cortège parisien comme dans ceux de province, beaucoup de drapeaux et de militants de la CGT.

Le 9 septembre, le parlement européen a une nouvelle fois rappelé à l'ordre la France sur les Roms en demandant la «suspension immédiate» des renvois des membres de cette communauté.

Education

Stage hors cursus : passage en force

L'UGICT-CGT s'est insurgée contre la parution, le 25 août dernier, dans la plus grande discrétion, du décret concernant les conditions d'encadrement des stages hors cursus. Le gouvernement bafoue ainsi le Comité Sta-pro (Comité de suivi des stages et de l'insertion professionnelle), qu'il a lui-même mis en place.

En effet, dès le mois de Mai, et dans le cadre du Sta-pro, les organisations syndicales ont exprimé leur profond désaccord en ce qui concerne les termes de l'encadrement des stages hors cursus. Le gouvernement a décidé, une nouvelle fois de passer en force, en manifestant sa volonté de surexploiter le travail qualifié avant même l'entrée dans la vie active. L'UGICT-CGT, pour sa part, a décidé de travailler avec l'ensemble des organisations syndicales et des associations à une réaction forte face à cette nouvelle provocation.

Le gouvernement ignore délibérément le dialogue et la concertation, dit tout et son contraire.

Péril sur l'école

L'avenir de l'école est en péril et un changement radical de politique est incontournable.

Pour la fédération CGT de l'éducation les réformes menées par le gouvernement sont contestées par l'ensemble de la communauté éducative.

Elles sont synonymes de dégradation des conditions de travail, de déprofessionnalisation inhérente à la disparition de la formation initiale d'augmentation et regroupement des effectifs et de déficit en matière d'accompagnement et de suivi des élèves dans leur diversité.

Ces réformes pèseront lourd sur la capacité de l'école publique à œuvrer pour la réussite de tous. Les élèves ont besoin d'enseignants formés et expérimentés.

International

29 septembre euro-manif à Bruxelles

La CES et ses affiliés mobilisent contre les mesures d'austérité adoptées par de nombreux gouvernements car elles menacent la croissance et le pouvoir d'achat. De plus, ces mesures d'austérité réduiront la voilure des prestations sociales, dernier rempart contre l'exclusion sociale et elles aggraveront la précarité déjà importante. Nombre d'économistes contestent d'ailleurs les plans d'austérité européens, tel le prix Nobel Joseph Stiglitz, et alertent sur le risque d'une crise plus dure.

C'est aussi l'analyse des syndicats européens.

L'avenir de L'Europe ne peut pas se fonder sur la précarisation du marché de l'emploi et sur une spirale descendante de la protection sociale.

La CGT se fixe comme objectif 10 000 participants à Bruxelles, complétés par d'autres initiatives en France ce jour là.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr/Espace Cadres](http://www.cgt-fapt.fr/Espace_Cadres)

Échos

Qui parle d'économies et de restrictions ?

Deux milliards d'euros par an ! C'est le montant de l'argent dilapidé par l'Etat (du fait d'un manque-à-gagner) depuis la loi de libéralisation des jeux en ligne.

Cette loi a été votée juste avant la coupe du monde de football afin que les entreprises de jeux en ligne puissent faire d'importants bénéfices.

En retour, l'Etat ne bénéficiera que d'un montant de recettes actuellement évalué à 100 millions d'euros. Cette loi vise à réguler le marché des jeux en ligne cassant le monopole détenu par la Française des Jeux et le PMU.

Au prétexte de répondre à des obligations européennes inexistantes, le texte opère une libéralisation du secteur des jeux d'argent qui permettra de livrer à quelques intérêts privés, proches du pouvoir, le marché des jeux en ligne.

Retraites

Retiens la nuit, c'est trop pénible !

Les médecins hospitaliers ont entrepris mercredi 1^{er} septembre une grève illimitée des gardes et astreintes de nuit pour obtenir une prise en compte du travail de nuit dans la fixation de l'âge de la retraite.

Ils ont demandé à être reçus par le ministre du Travail Éric Woerth. « *Désormais, Monsieur Woerth qui affirme consulter les partenaires sociaux, notamment sur le chapitre pénibilité, ne peut persister dans son refus de recevoir les syndicats représentatifs de la permanence des soins que nous sommes. Nous attendons donc impatiemment sa réponse* », affirment les syndicats dans un communiqué commun signé par les syndicats d'anesthésistes (le SNPHEAR-e et le Smarnu) et par le Syngof (gynécologues-obstétriciens).

Medef : double langage !

Voilà encore des études qui viennent contredire l'optimisme gouvernemental pour ce qui concerne le maintien en activité des seniors.

En effet, il ressort de deux études du ministère de l'Emploi (Dares) publiées vendredi 2 septembre que les salariés restent considérés comme «*âgés*» par les employeurs bien avant la retraite et la formation continue diminue après 50 ans. Cet âge est «*bien inférieur à l'âge minimal légal de départ à la retraite dans le secteur privé (60 ans) ainsi qu'à l'âge moyen de liquidation de la retraite dans le secteur privé (61,5 ans) en 2009*», souligne la Dares.

En 2001, 66% des employeurs considéraient qu'on était âgé avant 55 ans, contre 44% en 2008, et 91% considéraient qu'on était âgé avant 60 ans contre 86% en 2008.

Égalité

Valses-hésitations hongroises

Après 8 mois de grève dans l'Acte 2 de leur mobilisation, les travailleurs « sans papiers » ont gagné le 18 juin un texte qui contient des critères de régularisation objectifs garantissant l'égalité de traitement.

Plus de 1600 dossiers ont été déposés, mais les autorisations provisoires de séjour et de travail ne sont toujours pas délivrées.

Pire, les arrestations de grévistes se poursuivent, montrant le cynisme et la déloyauté des pouvoirs politiques et en particulier de la préfecture de police de Paris.

Mais il en faudra plus pour écorner la détermination des travailleurs sans papier en lutte depuis 30 mois : une seule solution, la régularisation !